

Réponse à la consultation publique : Attribution d'une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société Viasat Inc. pour établir et exploiter un réseau ouvert au public du service fixe par satellite

Direction Mobile et Innovation

Autorité de régulation des communications électroniques , des postes et de la distribution de la presse

14, rue Gerty Archimède, CS 90410 75613 Paris Cedex 12

Viasat, Inc. apprécie l'opportunité de contribuer à la consultation publique de l'ARCEP¹ visant à autoriser Viasat Inc. à établir et exploiter un réseau ouvert au public pour le service fixe par satellite afin de fournir des services de communication aux stations terrestres en mouvement et installées sur des plates-formes mobiles (ESOMP) sur le territoire dont l'ARCEP est attributaire. Ce réseau utilisera les fréquences dans les bandes 29,8205-29,8317 GHz, 29,8182-29,8294 GHz et 29,8771-29,8884 GHz (sens Terre vers espace) ainsi que les bandes 19,2019-19,2515 GHz ; 19,2124- 19,2480 GHz et 20,0562-20,1058 GHz (sens espace vers Terre).

Viasat, Inc. (par l'intermédiaire de sa filiale Viasat Satellite Ventures Holdings Luxembourg) dispose déjà d'une licence d'utilisation de fréquences radioélectriques pour des services fixes par satellite à bord de navires et d'aéronefs sur toute la gamme 29,5-30 GHz et duplex associé via son satellite KA-SAT. Cette demande de Viasat Inc. est donc simplement un complément à ses opérations existantes en permettant à un satellite supplémentaire (LUX-G11-49) de fournir une capacité supplémentaire aux services existants de Viasat et de répondre aux besoins croissants en capacité pour servir ses clients en France et au-delà, ce qui conduira à un meilleur service et à un plus grand choix en termes de fournisseurs de services.

Les conditions opérationnelles du réseau de stations terriennes installées sur des plateformes mobiles (ESOMP) fonctionnant avec des systèmes de satellites géostationnaires sont pleinement conformes aux conditions techniques décrites dans les annexes de la décision ECC DEC (13)01, notamment les puissances d'émission

¹https://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/consultation-AUF-Viasat-bande-Ka-ESOMP_071124.pdf

maximales autorisées lorsque ces stations terriennes sont situées à proximité d'aéroports, afin de garantir le respect des critères de protection HIRF des aéronefs basés sur le rapport ECC 272.

Nous soutenons l'avis de l'ARCEP selon lequel l'application des conditions techniques de la décision ECC DEC(13)01 est suffisante pour gérer les émissions radioélectriques indésirables.

En général, nous encourageons l'approche de l'ARCEP visant à imposer le respect des conditions techniques pertinentes, telles que présentées à l'annexe 1, afin d'empêcher les interférences des systèmes non-géostationnaires avec les systèmes géostationnaires et autres systèmes non-géostationnaires. Un environnement sans interférence donne au secteur la confiance dont il a besoin pour innover et investir.

Annexe 1 : Conditions techniques pour assurer la coexistence entre différents services

Pour l'ESOMPS, les conditions techniques de l'ECC/DEC /(13)01 sont suffisantes.

Toutefois, pour la coexistence des systèmes non-géostationnaires et géostationnaires, les conditions techniques pertinentes sont contenues dans les limites de la densité de flux de puissance équivalente (EPFD) à entrée unique de l'article 22 de l'UIT-R et dans la résolution 76 de l'UIT sur les limites de la densité de flux de puissance équivalente agrégée. Ces conditions faciliteront l'exploitation des systèmes ESOMP avec les réseaux géostationnaires.

La Résolution 76 exige expressément que les administrations veillent à ce que le brouillage global causé aux réseaux OSG par les systèmes non-géostationnaires ne dépasse pas les limites prévues dans les Tableaux 1A à 1D de cette Résolution. Les limites d'EPFD à entrée unique que chaque système non-géostationnaires doit respecter individuellement ont été calculées sur la base d'une répartition entre un seul système non-géostationnaires d'une partie des limites d'EPFD « globales » applicables.

Un élément essentiel de l'évaluation de l'EPFD globale consiste à définir une méthodologie par laquelle plusieurs opérateurs non-géostationnaires réduiraient les niveaux d'EPFD en cas de dépassement. Une telle réduction du niveau d'EPFD doit être proportionnelle à la contribution de chaque système non-géostationnaires à l'EPFD globale. Un partage inéquitable du budget d'EPFD globale entre les systèmes non OSG entraverait les opportunités pour d'autres parties, y compris les systèmes non OSG nationaux et les nouveaux entrants.

Lors de l'examen de la coexistence entre systèmes non-géostationnaires, l'ARCEP devrait exiger le respect de conditions techniques garantissant que les grandes constellations non-géostationnaires partagent efficacement les fréquences et les ressources orbitales avec d'autres systèmes non-géostationnaires, en particulier lorsque les candidats n'ont pas conclu d'accord de coordination. Viasat recommande d'introduire, au stade de l'accès au marché, une condition exigeant une séparation des « angles de vue », selon laquelle les grands systèmes non-géostationnaires desservant un pays sur des fréquences qui se chevauchent diviseraient la gamme des azimuts des satellites telle qu'elle est vue depuis un endroit sur Terre avec d'autres systèmes non-OSG chaque fois qu'un risque d'interférence entre systèmes non-géostationnaires/non-géostationnaires existe à cet endroit.